

INTERNATIONAL TRADE UNION
CONFEDERATION
AFRICAN REGIONAL ORGANISATION

CONFEDERATION SYNDICALE
INTERNATIONALE
ORGANISATION REGIONALE AFRICAINE



**FORUM SUR LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE
MONDIALE ET LE PACTE MONDIAL POUR L'EMPLOI
CSI-AFRIQUE, Lomé, Togo, 14 - 16 septembre 2009**

CONCLUSIONS ET VOIES A SUIVRE

CONCLUSIONS

Nous, responsables syndicaux, chercheurs et éducateurs réunis au cours du Forum de la CSI-Afrique sur la crise financière et économique mondiale et le pacte mondial pour l'emploi du 14 au 16 septembre 2009 au siège de la CSI-Afrique à Lomé, Togo, après avoir longuement débattu, convenons de ce qui suit :

Observons que la crise mondiale actuelle, qui est née aux Etats unis d'Amérique et dans les autres pays industrialisés, prend ses racines dans les rapports d'exploitation et dans les contradictions néolibérales du modèle capitaliste, qui ont été imposées à nos pays au cours des trois dernières décennies. Cette crise est venue renforcer les différentes crises (alimentaire, énergétique, climatique, et de gouvernance) qui minaient déjà l'Afrique et dont la conséquence majeure est l'expansion de la précarisation et de la pauvreté.

Notons que bien que n'étant pas responsables de ces crises, les pays africains sont les plus touchés. Cette crise a entraîné l'effondrement des revenus, des réserves et de l'ensemble des activités économiques avec des pertes d'emplois et une réduction drastique des programmes sociaux.

Notons en outre que l'effondrement des revenus et des réserves de change menace d'instaurer dans les pays africains une nouvelle crise de l'endettement qui sera dévastatrice.

Reconnaissons que les réponses à cette crise aux niveaux mondial, régional et national sont inappropriées et déplacées et ne font que renforcer les rigidités structurelles actuelles ainsi que la dépendance des économies africaines.

Malgré l'accent mis sur la mobilisation d'énormes ressources pour faire face aux effets immédiats de cette crise, nous notons que l'Afrique a très peu bénéficié de ces ressources.

Notons par ailleurs que certaines des réactions ont mis l'accent sur la mobilisation de ressources dans des secteurs qui n'ont pas d'impact productif immédiat sur les économies africaines.

En outre, très peu de mesures ont été prises en ce qui concerne les questions systémiques qui sont au cœur de la crise et en ce qui concerne les contradictions découlant de la dépendance vis-à-vis des produits de base d'exportation, en Afrique en particulier.

Notons que les négociations internationales en cours, en particulier les accords de partenariat économique (APE) et les négociations déséquilibrées du cycle de Doha à l'OMC feront perdre à l'Afrique sa marge de manœuvre et les ressources dont elle a besoin pour faire face à la crise et adopter des politiques de développement à long terme.

Sommes préoccupés par le fait que ces crises ont contribué à l'aggravation des problèmes de l'Afrique qui découlent d'une mauvaise gouvernance politique, économique, sociale et environnementale.

A la lumière de ce qui précède, des mesures urgentes sont à prendre.

- Il doit y avoir un changement de paradigme. Le modèle néolibéral, basé sur le dogme de la dérégulation et de la libéralisation de tous les marchés et de tous les secteurs, a échoué. Les politiques économiques axées sur croissance orientée vers les exportations et l'importation tout azimuts doivent être abandonnées en Afrique. Il faut maintenant initier des stratégies de développement centrées sur les besoins et les priorités des populations africaines ;
- L'Etat démocratique, responsable et basé sur une éthique de développement devra être restauré pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre des programmes porteurs de développement de l'Afrique ;
- Le développement des économies africaines devra se faire à travers l'accroissement des capacités de production et de la valeur ajoutée des ressources naturelles. En outre, il devra reposer sur l'agriculture, les activités de transformation, les services et l'intensification des relations intersectorielles de façon à renforcer les capacités industrielles. Enfin, il convient d'approfondir et d'étendre les marchés nationaux et régionaux par le biais de l'intégration régionale ;
- L'Afrique doit développer un système financier qui soutient les secteurs productifs au lieu d'encourager les marchés de capitaux spéculatifs ;
- Les investissements étrangers directs ne doivent entrer en Afrique que s'ils sont en mesure de contribuer au développement de la capacité de production du continent dans des régions stratégiques;
- Le pacte mondial pour l'emploi et le travail décent devront être au cœur de la restructuration économique et du développement des investissements pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations. A cet effet, nous

lançons un appel au Bureau International du Travail pour soutenir et aider les syndicats africains à promouvoir le pacte mondial pour l'emploi ;

- Nous lançons un appel aux gouvernements africains pour créer des emplois conformément à l'esprit de la Déclaration Syndicale au Sommet du G20 à Pittsburg qui fait de la création d'emplois la priorité N°1.
- L'architecture et la gouvernance mondiale mises en place après la deuxième Guerre mondiale autour du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale ne sont plus adaptées pour réguler l'économie mondiale actuelle. Une nouvelle architecture mondiale reposant sur les principes démocratiques et impliquant la participation de toutes les régions du monde doit être construite. L'organisation mondiale du Commerce (OMC) devra être réorganisée afin de mieux répondre aux besoins des pays africains et des autres pays en développement.
- Il importe de renouveler des mesures au plan international pour faire face au problème récurrent de la fluctuation des prix des produits de base.
- La négociation des APE devra être suspendue en attendant que des mesures soient prises pour sortir l'Afrique de la crise, et les négociations du cycle de DOHA devront être rééquilibrées pour aborder les véritables priorités de l'Afrique en matière de développement.
- Il importe d'adopter un moratoire sur le remboursement de la dette et du service de la dette de l'Afrique et un mécanisme de restructuration de la dette souveraine internationale.
- Les gouvernements africains doivent jouer un rôle actif dans le processus de suivi de la conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement, en vue de la mise en œuvre de ses conclusions positives.

VOIE A SUIVRE : ROLE DES SYNDICATS EN AFRIQUE

- Les syndicats devront s'impliquer et prendre part aux niveaux national, régional et mondial à la formulation, à l'adoption et à la mise en œuvre des politiques qui mènent à la création d'emplois productifs et décents et à la transformation de l'économie informelle ;
- Les syndicats devront demander à être consultés par les gouvernements sur tous les sujets relatifs aux solutions à apporter à la crise.
- Les syndicats devront œuvrer à la mise sur pied d'organisations syndicales unies indépendantes, démocratiques mondiales, régionales et nationales pour le bien-être de tous les travailleurs africains et pour bâtir un monde où tout un chacun pourra développer pleinement ses potentialités dans des conditions de liberté, de démocratie, de bonne gouvernance, d'égalité et de justice sociale ;
- Les syndicats devront entreprendre des actions concrètes pour renforcer leurs capacités et améliorer leurs connaissances et sources d'information, sensibiliser les travailleurs, proposer et assurer le plaidoyer pour une alternative au libéralisme. A cet égard, il faudra renforcer et appuyer le réseau des chercheurs syndicaux pour des recherches dans une perspective syndicale.
- Les syndicats devront former des alliances stratégiques avec d'autres forces protagonistes pour promouvoir la justice sociale.